



Le gouvernement mis en difficulté par les luttes. Continuons tous ensemble !

La force toujours plus grande des dernières grèves nationales interprofessionnelles unitaires (les 29 janvier et 19 mars) montre combien le mécontentement de TOUS les salariés croît : chômage, stagnation des salaires, baisse du pouvoir d'achat, démantèlement des Services Publics, les sujets ne manquent pas, et fédèrent jeunes, actifs et retraités.

A l'aube de la prochaine journée d'action du 1^{er} mai (qu'on nous annonce « historique » car lui aussi unitaire !), souvenons-nous que l'action est entre nos mains, jour après jour, renforçant nos positions, nos revendications, notre lutte pour une École et une société plus justes.

Par nos pratiques pédagogiques, à contre-courant des réformes et des nouveaux programmes visant à l'abêtissement des élèves.

Par le respect que nous portons à nos élèves et à leur intelligence, loin des évaluations dévalorisantes porteuses d'échec et de compétition.

Par nos relations privilégiées et

quotidiennes avec les parents d'élèves, nos premiers alliés dans la défense de l'école. D'où la volonté permanente du gouvernement de nous opposer les uns aux autres. D'où la nécessité pour nous de les informer, les rencontrer, débattre avec eux dès que l'occasion se présente (les militants du SNUipp se tiennent d'ailleurs à votre disposition pour animer des réunions dans vos écoles pour fédérer tous les acteurs du monde de l'éducation). Le soutien toujours massif de l'opinion publique et l'attachement toujours très fort au Service Public d'Éducation doivent nous conforter dans nos choix et notre détermination.

Par notre investissement de chaque instant auprès de tous ceux qui résistent, s'opposent, réagissent, contre la réforme de l'université et du recrutement des futurs enseignants, contre les injustices, contre le clivage que d'aucuns voudraient entretenir entre actifs et retraités (en faisant appel aux enseignants à la retraite pour assurer le SMA !), contre la casse de tous les Services Publics.

Par notre engagement

dans l'action syndicale, qui rassemble face à une hiérarchie qui cherche à diviser au sein du métier, des circonscriptions, des écoles même. Une action qui fédère et informe (par les RISTT), qui forme et met en débat (par les stages de formation syndicale), qui soutient et conseille (par nos mandats d'élus du personnel), qui unit et mobilise (par les rassemblements, les manifestations, les grèves).

Bien sûr, tout cela demande du temps, et surtout de l'énergie. Mais les enjeux sont colossaux : l'avenir de l'École et de la société. A nous de jouer la carte de la solidarité, contre la division et l'individualisme, pour la solidarité, l'égalité, la laïcité. A nous de promouvoir l'union du plus grand nombre, enseignants, parents, actifs, jeunes, retraités. A nous de renforcer encore et toujours l'instrument de cette action de chaque instant : le SNUipp-FSU.

Bruno
SUZANNA,
Secrétaire
général



Sommaire

Page 1 Édito

Page 2 Actions.

Page 3 IUFM.

Page 4 CAPD CAPA-SH..

Page 6 Formation continue.

Page 7 Jardin d'éveil, stage SNUipp.

Page 10 Congrès, DDEN, stage Pâques.

Directeur de la publication

André TOUVIER

Mensuel : n° 200

Prix au numéro : 0,76 €

N° de commission paritaire :

0 510 S 07337

Imprimé par Manograph La Seyne

Section départementale du SNUipp

Immeuble Le Rond Point

Av. Pierre et Marie Curie

83160 LA VALETTE

Tél: 04.94.20.87.33 Fax: 04.94.20.87.34

E-mail : snu83@snuipp.fr

Site : <http://83.snuipp.fr>

1er mai unitaire

Un nouveau temps fort de mobilisation pour peser sur le gouvernement et le patronat.



19 mars à Toulon

FSU, CFTD, CFTC, FO, CGT, CFE-CGC, UNSA, SOLIDAIRES ont publié un communiqué de presse commun suite à leur réunion du 30 mars. Ils y précisent que l'augmentation du nombre de chômeurs, la baisse significative de la consommation, l'incertitude grandissante sur l'activité des entreprises témoignent

de la gravité de la crise qui frappe un nombre croissant de salariés sans que nul ne puisse aujourd'hui en prédire la durée. Les mobilisations viennent d'obliger le gouvernement à agir sur les stock-options et les rémunérations exceptionnelles des dirigeants d'entreprise lorsque ces dernières ont reçu des aides publiques

directes. Sur la question de la redistribution des richesses produites, le décret annoncé bien qu'insuffisant est un début de remise en cause du système actuel. Elle laisse cependant de côté l'essentiel des revendications portées par les mobilisations du 29 janvier et du 19 mars 2009. Gouvernement et patronat doivent rapidement mettre en œuvre les mesures déjà prises et engager les négociations pour répondre à l'ensemble des revendications. C'est pourquoi, dans la suite des journées du 29 janvier et du 19 mars, les syndicats s'entendent pour faire du 1^{er} MAI un nouveau temps fort de

mobilisation. Pour préparer le 1^{er} Mai, il convient de faire du mois d'avril un mois de mobilisations ponctué d'initiatives visant à soutenir les actions engagées et à organiser les solidarités. En fonction des réponses du gouvernement et du patronat, les syndicats débattront lors de leur prochaine rencontre des nouvelles initiatives. Une prochaine réunion est d'ores et déjà fixée au 27 avril.



De l'action encore de l'action

19 mars, 31 mars, 2 avril, 3 avril : des multiples formes de mobilisation

Le 19 mars dernier, les enseignants des écoles se sont une nouvelle fois massivement mobilisés aux côtés de l'ensemble des salariés (60% de grévistes). Le ministre de l'éducation doit cesser de se dérober à tout véritable dialogue social et engager de véritables négociations sur l'ensemble de la politique éducative et budgétaire. L'avenir de l'école et la réussite de tous les élèves nécessitent que le ministre prenne la mesure de la colère et du rejet que provoque sa politique éducative et budgétaire. La mobilisation s'est poursuivie sous des

formes diverses. Ainsi, le 31 mars, dans le cadre de la journée nationale de non remise des master, un rassemblement a eu lieu sur la place de la Liberté à Toulon. Puis le 2 avril, dans le Var, une opération « casseroles » s'est tenue à 18 h à Toulon et à Draguignan dans le cadre de la journée nationale d'actions pour la défense du service public d'éducation, de la maternelle à l'université. Enfin, la Nuit des convergences de la maternelle à l'université a eu lieu sur le campus de La Garde le 3 avril au soir. Tous ensemble !



19 mars à Toulon

Ne restez pas isolé-e syndiquez vous au SNUipp !

Entrée dans le métier

Une contre réforme qui nous concerne tous !



19 mars à Toulon

Depuis plusieurs semaines maintenant, étudiants et professeurs stagiaires sont dans l'action pour faire retirer le projet gouvernemental de réforme du recrutement des enseignants et de leur entrée dans le métier. Dans la ligne de mire : le recrutement au niveau master (et non plus au niveau licence) et la fin des stages de formation après le concours. Dans un futur plus lointain, la disparition du concours de recrutement. Tour d'horizon.

Une nouvelle division de la profession

Pour le gouvernement, la masterisation est incontournable pour pouvoir « revaloriser » le métier. Les enseignants recrutés au niveau master devraient donc avoir de meilleurs salaires que leurs aînés : soit en accédant à une nouvelle grille indiciaire (comme ce fut le cas avec la création du corps des PE), soit en accédant directement à de plus hauts échelons de la grille PE. Dans les deux cas, le Ministère créerait ainsi une nouvelle division au sein de la profession. Quand on connaît les conséquences de la précédente « revalorisation » !

Une seule solution pour revaloriser

les salaires : reconstitution de carrière pour tous les Instits, intégrés ou pas, revalorisation du point d'indice pour tous, une seule cadence d'avancement pour les promotions, et l'accès pour tous à l'indice 783.

Des collègues presque sans formation

Les stages étant optionnels avant le concours, durant les deux années de master, les futurs enseignants pourraient arriver sur le terrain sans aucune expérience professionnelle ! Charge à leurs collègues déjà titulaires de les accueillir, les encadrer, les aider ... sans formation ni rémunération supplémentaire ! Les parents d'élèves accepteraient-ils de faire appel à des pédiatres n'ayant suivi que des enseignements théoriques ?

Autres incidences de la baisse voire de la disparition des stages de formation initiale :

- disparition des stages filés, donc plus de décharges de direction pour les écoles de quatre classes.

La solution : créer de nouveaux postes de TRS pour assurer ces indispensables décharges

- disparition des stages « massés » (de 3 semaines), donc disparition des

stages longs de FC

- disparition des stages d'observation, des stages de pratique accompagnée, donc disparition des postes d'IPEMF, spécificité de l'école primaire dont la qualité est reconnue par tous. **La solution** : défendre tous les postes d'IPEMF, quel que soit le nombre des stagiaires, pour défendre la qualité de la formation initiale et continue.

Quel avenir pour le statut de fonctionnaire d'Etat ?

La création de masters, donc de diplômes, d'enseignement pose la question de l'avenir du concours de recrutement. National et annuel, ce concours garantit en France :

- un statut de fonctionnaire d'Etat
- une égalité de traitement pour tous les candidats, quelle que soit leur université d'origine.

Pourvu d'un tel diplôme, un futur enseignant pourrait être contraint de démarcher les établissements pour se faire embaucher. Pour embaucher, ces établissements nécessiteraient une autonomie que les écoles n'ont pas pour l'instant, mais que les EPEP auraient.

La solution : continuer de s'opposer aux EPEP, fers de lance de la casse du statut de fonctionnaire d'Etat.

La réforme du recrutement et de l'entrée dans le métier nous concerne donc tous !

Dictée par des considérations budgétaires, elle l'est aussi par des considérations idéologiques : la détérioration de la formation entraînera une indéniable détérioration de la qualité du Service Public d'Éducation, ouvrant tout grand la porte aux écoles d'entreprises privées (comme c'est déjà le cas au Royaume-Uni).

La solution : défendre le Service Public d'Éducation dès que l'occasion se présente, et se fédérer au sein du principal syndicat de défense de l'École de la réussite de tous les élèves, et de défense des personnels du premier degré : le SNUipp.



CAPD du 26 mars

Départs en stages CAPA-SH : 90 postes vacants et 12 départs...

La CAPD s'est tenue sous sa nouvelle composition, issue du suffrage des personnels. 3400 enseignants des écoles varoises ont pris part au scrutin en décembre dernier et le SNUipp est arrivé largement en tête. Ils ont envoyé un message clair à notre administration : notre profession est attachée au paritarisme et au rôle de vérification et de proposition des élus du personnel. Le SNUipp a donc invité l'IA à prendre en compte cette expression en maintenant et développant les cadres de discussion avec les représentants du personnel. Le sentiment que les opérations administratives

se font hors de toute règle et de toute vérification est fort. Il est préjudiciable à la confiance nécessaire d'une profession envers son administration. Le SNUipp a souligné l'exaspération des enseignants des écoles qui en ont assez d'être méprisés, de devoir travailler avec de moins en moins de moyens et de plus en plus d'élèves dans leur classe, de voir arriver des injonctions visant à organiser le tri social dans nos écoles, de voir l'Éducation Nationale amputée de ses capacités d'agir en faveur de la réussite de tous nos élèves, de se répartir la pénurie alors que l'argent coule à flot

en direction des banques et des grandes entreprises. Ce gouvernement fait encore le choix de maintenir un budget de l'éducation qui poursuit les régressions et qui poursuit le choix de l'abandon de l'ambition éducative. La CAPD a traité des départs en stage CAPA-SH dans un contexte sans précédent d'attaques contre les RASED et l'enseignement spécialisé (9 fermetures de rééducateurs, 20 fermetures de postes E auxquelles viennent s'ajouter 17 autres fermetures en RASED avec transformation en postes surnuméraires). Le SNUipp a regretté une nouvelle fois l'absence de l'IEN chargé de l'ASH et a

rappelé sa vigilance quant à l'équilibre de formations et des lieux de formation 83-06. Dans un Budget très insuffisant, un déséquilibre s'accroissant dans notre académie serait incompréhensible voire intolérable. Dans le Var, avec près de 90 postes vacants le SNUipp a demandé le départ en formation des 32 candidats. Pour le SNUipp, l'École de la réussite de tous les élèves ne se construira pas par des mesures qui visent à nous faire travailler plus sans formation, à faire que de plus en plus d'élèves parmi les plus pauvres soient en butte à l'échec scolaire.

Départs en stage CAPA-SH

Le SNUipp a rappelé le contexte d'attaques sans précédents en direction du RASED et a demandé communication des postes vacants recensés par l'IA. Il aura fallu batailler pour obtenir une information simple et nécessaire à la bonne tenue des débats.

L'IA s'est fixé un total de 12 départs en formation toutes options confondues et a exprimé sa volonté de donner priorité aux départs en formations pour les options D et F.

Le SNUipp a insisté sur la nécessité de faire partir tous les candidats, ce qui permettrait de rattraper le retard en formation des personnels concernés. L'IA argumentant son impossibilité de faire partir tous les candidats, le SNUipp a ensuite demandé à l'IA d'assurer des départs dans l'option E et de mener une politique ambitieuse en direction des SEGPA, en accordant tous les départs dans l'option F ce qui permettrait de couvrir la quasi-totalité des postes pour la rentrée 2010. Pour le SNUipp, l'ouverture d'un pôle de formation sur le centre IUFM de La Seyne permettrait de réduire les coûts de la formation et entraînerait un intérêt plus marqué des collègues du sud du département.

Le SNUipp a aussi rappelé qu'en 2008-2009 l'IA avait utilisé une partie des fonds dévolus à la formation

spécialisée à d'autres usages, suite à l'annulation d'un départ en stage DDEAS. Nouvelle illustration des méfaits de la LOLF en matière d'utilisation des budgets !

Le SNUipp s'est également une nouvelle fois insurgé contre le marché de dupe proposé par le Ministère lors de la transformation de CAPSAIS en CAPASH : cette nouvelle formation coûtant deux fois moins cher (car deux fois moins longue !), l'objectif était de faire partir deux fois plus de collègues en formation...

Or, on constate qu'aujourd'hui, le nombre de candidats retenus pour les stages CAPASH est équivalent à celui des départs en stage CAPSAIS autrefois.

NBI pour les non titulaires de l'option sur les postes de CLIS

Face au silence de l'Inspection Académique, qui attendrait une réponse du Ministère depuis près de 2 ans, le SNUipp-FSU a annoncé qu'il accompagnerait tous les collègues concernés dans leurs démarches pour saisir le Tribunal Administratif afin d'obtenir le versement des indemnités qui leur sont dues.

Pour informations, les collègues faisant fonction de Conseillers Pédagogiques ont obtenu satisfaction en quelques semaines seulement. Deux poids, deux mesures ?

| OPTION | Nombre de candidats | VACANTS | DEPARTS |
|----------|---------------------|-----------|----------|
| A | 2 | 3 | 0 |
| B | 2 | 5 | 1 |
| C | 0 | 3 | 0 |
| D | 9 | 43 | 9 |
| E | 11 | 23 | 0 |
| F | 8 | 12 | 2 |
| G | 0 | 0 | 0 |

Mouvement RASED et IPEMF

L'IA a confirmé que les personnels des RASED et les IPEMF dont le poste a été fermé lors du CDEN de février dernier bénéficieront d'une priorité **sur les postes de même nature, ou sur des postes ordinaires.**

Les titulaires du CAFIPEMF ont aussi pu participer à de nouvelles commissions d'entretien pour candidater sur des postes de conseillers pédagogiques.

Mouvement et postes surnuméraires

Le SNUipp-FSU a rappelé ses demandes :

- que les collègues dont les postes ont été « transformés » en postes surnuméraires bénéficient d'une priorité de type carte scolaire pour postuler sur d'autres postes spécialisés et non spécialisés au Mouvement

- que les collègues affectés sur les postes « surnuméraires » pour l'année 2009-2010 puissent bénéficier d'une priorité pour le Mouvement 2010 pour quitter ces postes, après un an d'essai.

Pour mémoire, ce dispositif avait été accepté par l'IA lors de la « transformation » des postes de Secrétaires de CCPE en postes d'Enseignants Référents. Deux poids, deux mesures ?

Enfants « à charge »

Tout en rappelant le caractère discriminatoire de l'introduction de l'élément « enfants à charge » dans le calcul du barème Mouvement, le SNUipp-FSU a demandé des précisions sur cette notion très subjective.

L'IA a mis en ligne une fiche explicative (<http://www.ac-nice.fr/ia83>)

Non -Remplacement

Face à l'insuffisance du nombre de postes de remplaçants dans les circonscriptions, près de la moitié des TMB-Formation Continue ont été affectés sur des missions de remplacement de congés longs.

Le SNUipp-FSU a demandé une nouvelle fois que l'IA du Var interpelle officiellement le Recteur et le Ministère pour demander des moyens de remplacement supplémentaires, afin que toutes les absences soient remplacées, et que tous les stages de formation continue aient lieu comme prévu.

D'ores et déjà, le SNUipp-FSU a demandé que des recrutements de collègues sur la Liste Complémentaire soient réalisés, afin de répondre aux maximum de besoins.

Les collègues dont les départs en stage ont été annulés ces derniers jours seront vraisemblablement re-convoqués à la rentrée prochaine. Restez vigilant !

Nouveaux IEN dans le département

Tandis qu'il diminue le nombre d'enseignants alors que le nombre d'élèves augmente, le Ministère a créé 130 postes d'IEN pour la rentrée 2009.

Deux d'entre eux seront affectés dans le Var, sur des missions « maternelle » !

Le SNUipp-FSU a exprimé ses inquiétudes concernant cette nouvelle division entre la maternelle et l'élémentaire. Il appelle tous les enseignants à la plus grande vigilance : séparer les animations pédagogiques et l'organisation hiérarchique entre la maternelle et l'élémentaire, c'est, à terme, « diviser pour mieux régner », et surtout pour mieux casser l'école maternelle.

Bulletins de salaires, ISSR

Le SNUipp-FSU a une nouvelle fois interpellé l'IA sur les retards dans l'envoi des bulletins de salaire et le versement de l'ISSR. L'IA a avancé des raisons de réorganisation interne. Ne nous leurrions pas : la RGPP, qui touche toutes les facettes de la Fonction Publique, a aussi des incidences indirectes pour nous (les incidences directes étant notamment les fermetures de postes). Bulletins de salaires, ISSR ... et retards divers n'en sont qu'une partie.

Mouvement – Postes réservés pour les sortants d'IUFM. ATTENTION CHANGEMENTS !

Contrairement au premier projet, l'IA a décidé que pour bénéficier des postes réservés, les PE2 devaient les demander au Mouvement ! Ils ne seront donc pas attribués lors des affectations manuelles après le 29 juin, mais dès la phase principale du Mouvement (pour les postes fléchés LV) et la phase Complémentaire (pour les postes de TS).

Dans tous les cas, les postes réservés ne seront attribués qu'à Titre Provisoire. LE MOUVEMENT DOIT ETRE TRANSPARENT ET EQUITABLE



Formation Continue

Départs en stage du 11 au 29 mai 2009

Le Conseil de Formation restreint s'est réuni le jeudi 26 mars pour étudier les demandes de départ en stage FC de mai 2009.

Comme à chaque fois, les élus du personnel du SNUipp-FSU du Var ont soutenu **toutes les candidatures**, quels que soient les postes occupés par les candidats : TM, ASH, TRS... La formation est un droit pour tous.

L'avancée obtenue pour les stages de janvier-février a été maintenue, et des collègues de l'ASH ont vu leur candidature retenue.

Les listes ci-dessous ont été réalisées à partir des travaux de ce Conseil de Formation. Depuis, l'IA a procédé à certaines modifications suite à des vérifications (niveau de classe, temps partiel...). Ces listes sont donc

amenées à être modifiées.

Chaque candidature retenue libère un poste pour le deuxième stage massé des PE2. Les centres IUFM ont eu communication de ces supports de stages dès le 8 avril pour que les stagiaires puissent observer les classes avant les vacances de printemps.

Quel avenir pour la Formation Continue ?

Déjà mise à mal par la mise en place des stages filés (qui avaient entraîné la suppression de la première période de trois semaines de stage), la FC a de sombres jours devant elle si les nouvelles modalités du concours de recrutement des PE et la masterisation se mettent en place.

En effet, en l'état actuel des choses (voir article dans notre bulletin de mars), le nombre de journées de stages après le concours serait nul, des stages optionnels ayant lieu ... avant le concours !

Donc, au « mieux », les titulaires partiraient en stage en étant remplacés par des étudiants n'ayant jamais effectué de stages d'observation ou en co-responsabilité. Raison de plus pour continuer de se battre contre la réforme de l'entrée dans le métier actuellement retenue par le gouvernement.

Les étudiants et les stagiaires de l'IUFM sont toujours dans l'action. Rejoignons-les à chaque occasion.

Sciences et math à la maternelle Cycle 1 - IUFM Draguignan

BADET DANIELLE
BAILLO JULIA
BIARNAY NATHALIE
BRUN PATRICIA
CELSE J CLAUDE
CELSE YVELISE
CHOPIN CARINE
CLARISSE GWENAEL
DAUPHINOT CATHERINE
FABRE CORINNE
FATTORI MYRIAM
GATHIER JANINE
GHIGO SABRINA
GRIMAUD NATHALIE
JONARD ANNY
LOY EMILIE
LUERA CATHERINE
NICHINI ANNICK
PEREZ SYLVIE
ROMAN CHRISTELE
ROSSELIN SYLVIE
ROUVIER ISABELLE ANDREE
SENEQUIER HELENE
TROIEN NATHALIE

Place de l'oral dans l'acte d'apprendre - Cycle 1 IUFM La Seyne + La Garde

AVERSO MYLENE
BAZAN CLAUDINE
BOTTINELLI-ROY SANDRINE
COLLOMB M-ANGE
CONTI EDITH
DEGLI-ESPOSTI ANNE-MARIE
FOURNIER ANNE
GALICIEN AURELIE
GALVEZ-CULMINE VALERIE
GARCIA JEANINE
GIMELLI BRIGITTE
LAFUENTE NELLY
MELIZET BERNADETTE
PALMERI MARINA
PETREMENT MARTINE
POINAT LAURENCE
ROLLAND MEJANE
SEGUIN PATRICIA
SERVANT SANDRINE
SEUZARET CORINNE
TERRAGNOLO SOPHIE

Math et culture scientifique au cycle 3 - IUFM Draguignan

ALZINA LYSIANE
ANDREJAC MELANIE
AUROUX DAVID
BAILE JEAN CLAUD
BARTZ SYLVIANNE
BATUT JUSTINE
BROCAL DOMINIQUE
DELPUI ANNE MARIE
DUBUS ISABELLE
DUMESNIL NATHALIE
ESPEROU OLIVIER
FRAISIER FRANCOISE
FRESSARD MARIE-JOSE
GIORDANO AMELIE
GIORDANO FABRICE
LOUICHON CHRISTINE
MELCHIORI NATHALIE
PECOUT CAROLE
SEYEUX ALINE
TAVERA FRANCOISE
UCHAN LAURA
ZURITA BEATRICE

Littérature, art et culture pour la réussite de tous - Cycles 2-3 IUFM Draguignan

AILLOUD JULIE
ARTAUD SABINE
ASNARD FLORENCE
BOYER CLAUDE
BOYER VERONIQUE
CHATEAU SANDRA
D'AGARO PIERRE
DECAYEUX ISABELLE
DESSAINT MARIE FRAN
GIRERD LUC
HOREAU MARIE-CHRISTINE
ISOARD CHRISTOPHE
KUJUNDZIC CLAIRE
MARIOTTI NATHALIE
MERCADO PASCALINE
MUGNIER SEVERINE
SCHILTZ VIRGINIE
TOROSSIAN SYLVIE
TROMMENSCHLAGER CHRISTINE
VALVERDE CATHERINE
VERONESI MICHELE



L'EPS au cycle 1 IUFM La Seyne

AIM DOMINIQUE
ARROU-VIGNOD ISABELLE
ASTOLFI MARTINE
BARBARAT MICHELE
BLANC CARINE
BOULON SOPHIE
CARENA NATHALIE
CHIARISOLI LAURENCE
HECHO DANIELE
JOURNO MARIE-ODILE
LACHAMBRE CELINE
LAVENIR MARIE
LERAY ANNIE
MARCHIENNE SYLVIANE
MARINO ALINE
MOUSSIÈRE STEPHANE
PUJANTE CHRISTEL
QUERE LYDIE
RIPPOL SOPHIE
THOMANN CAROLINE

Sciences expérimentales et technologie - EDD - Cycles 2-3 - IUFM La Seyne

BELTRANDI MAGALI
BENOIT PASCALE
BERENQUIER MAGALI
CAMOUS FRANK
CHANCIBOT ISABELLE
FIORIO-PICHON SOPHIE
GHERSI EGEA ISABELLE
GRISOUL FLORENCE
GUILLOUCHE NOLWENN
HARDY JOHANNA
LAGADET ESTELLE
LOUIS CELINE
MARTELLOTTO MICHEL
MASSON KARINE
MICHOLET ALEXIA
SAC MARIE-FRANCE
SAR LAETITIA
SARTORI MARJORIE
SIMON LAURENCE
VANEY DANIELLE

Jardin d'éveil

8 000 places partiellement financées et ... 14 000 supprimées : subterfuge et tour de passe passe !

Nadine Morano secrétaire d'État à la famille et Xavier Darcos ont annoncé « l'expérimentation de jardin d'éveil dans les écoles maternelles en septembre 2009. Le ministre avait pourtant affirmé que les conditions d'inscriptions à l'école maternelle n'étaient pas modifiées à la rentrée 2009 : il s'agit bien avec cette annonce, de substituer à l'école maternelle, lieu d'éducation et d'apprentissage, une garderie beaucoup plus coûteuse pour

les familles. De plus l'annonce du financement partiel de 8000 places à la rentrée ne peut cacher la baisse régulière de la scolarisation des élèves de moins de trois ans. En effet leur taux de scolarisation est passé de 35,4% en 2000 à 21,3% à la rentrée 2008 (chiffres MEN) : 14000 élèves supplémentaires qui chaque année ne trouvent pas de place à l'école maternelle ! Pour maintenir le même taux de scolarisation en 2008 qu'en 2000 il aurait fallu inscrire 113000

élèves supplémentaires ! Alors que l'intérêt des enfants nécessite de travailler la complémentarité et la continuité entre les structures d'accueil de la petite enfance et la maternelle, cette mesure cache mal la volonté d'économiser des postes en maternelle, de remettre en cause le principe de gratuité et d'aboutir à une réduction des ambitions du service public d'Éducation. Cette mesure revient sur la loi actuelle qui prévoit la scolarisation des

enfants de moins de trois ans, en priorité, dans les écoles situées dans un environnement social défavorisé. Pour le SNUipp, l'école maternelle est une véritable école. Première scolarisation des élèves, authentique lieu de prévention et de lutte contre les inégalités,

elle mérite mieux que des a priori et des polémiques. Le SNUipp réaffirme la nécessité de scolariser tous les enfants dont les familles en font la demande y compris à partir de deux ans. Il appelle à multiplier les initiatives en faveur d'un développement de l'école maternelle.



Quels rythmes scolaires pour faire réussir tous nos élèves ?

stage syndical organisé par le SNUipp

Date limite d'inscription : le 5 mai !

vendredi 5 juin 2009 au collège du Luc

Après avoir réuni de nombreux collègues sur les thèmes de l'ASH, la maternelle et l'avenir de l'école, le SNUipp-FSU Var organise un stage sur les rythmes scolaires, **le 5 juin au Luc.**

Attention, vous devez vous inscrire en envoyant à votre IEN la lettre type avant le mardi 5 mai (1er mardi du retour des vacances) et en téléphonant au SNUipp.

En ces temps où le droit syndical est mis à mal, venez nombreux prendre des informations, échanger, débattre... avec des intervenants ayant travaillé le sujet (un membre du SNUipp-FSU National du Secteur Éducatif et un chercheur universitaire)

Renseignements : 04.94.20.87.33 ou snu83@snuipp.fr

Le SNUipp en congrès

Le syndicat réunit un congrès départemental le 7 mai prochain à Hyères.

C'est à Hyères que se déroulera le prochain congrès départemental du SNUipp. L'occasion de faire le point sur l'actualité sociale, d'analyser les évolutions du monde de l'éducation, et de poursuivre la construction de notre outil syndical.

Au SNUipp tous les adhérent-e-s ont droit au chapitre et ce congrès n'échappe pas à la règle. Il se déroulera en 4 phases : En avril, 12 Assemblées Générales dans tout le département permettent aux adhérent-e-s du syndicat de débattre à partir du rapport d'activités des trois dernières années, riches en mobilisations dans le Var. Chaque AG mandate des représentant-e-s chargé-e-s de porter au congrès du Var les résultats de leurs travaux (amendements, motions, etc).

Le 7 mai se tiendra le Congrès départemental du SNUipp à Hyères pour faire la synthèse des travaux des AG et tracer les pistes des prochaines actions et orientations du syndicat dans le département.

Voilà notre conception du syndicalisme : débattre, proposer, construire et agir en partant du terrain. Cela est exigeant mais nécessaire pour une démocratie participative. Dans un contexte d'attaques sans précédents contre l'École et ses personnels, chacun comprendra l'importance de participer à la vie syndicale et faire vivre notre outil commun : le SNUipp. Ne laissez pas d'autres personnes décider à votre place : prenez la parole !



DDEN du Var

Le SNUipp a participé à l'assemblée générale du 4 avril à Néoules.

Cette assemblée générale s'est tenue à Néoules, samedi 4 avril 2009 et comme chaque année, le SNUipp y était invité et représenté.

Lors de son introduction, le président, Jean-Louis IMBERT, a annoncé quelques chiffres (256 délégués dans le département dont 138 femmes), il a également et très nettement mis en avant les menaces qui pèsent sur l'école, en dénonçant toutes les récentes réformes et projets qui risquent de déboucher sur une école à 3 vitesses et a tenu à rappeler son fort attachement à la devise française: liberté, égalité, fraternité, à laquelle il rajoute volontiers laïcité et solidarité...

En présence de M. PENSO, représentant l'Inspecteur d'Académie, les DDEN ont exprimé leurs craintes

et leurs inquiétudes concernant tous les sujets qui nous préoccupent : AVS, Base-Elève, nouveaux programmes, aide personnalisée, suppression des RASED, disparition de la maternelle, fusion d'écoles, projet des EPEP....

Le SNUIPP est intervenu pour faire part du même constat. Il a rappelé son attachement aux services publics, à l'École et sa volonté de tout mettre en oeuvre pour les défendre.

Il a aussi mis l'accent sur la nécessité que tous les acteurs et défenseurs de l'École travaillent ensemble et s'unissent pour arrêter cette casse et construire une véritable école de la réussite pour tous...

STAGES DITS DE RATRAPAGE

Une nouvelle fois, le SNUipp-FSU appelle les enseignants à ne pas participer à ces stages.

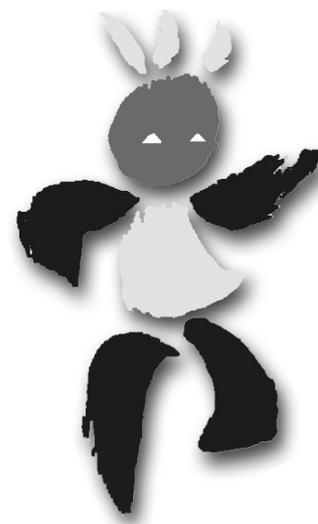
Pour la deuxième année consécutive, le Ministère remet en place ces stages durant les vacances scolaires (printemps et été).

Une nouvelle fois, le SNUipp-FSU appelle les enseignants à ne pas participer à ces stages !

Ils sont un mensonge pour les élèves : la réussite ne passe pas par du temps en plus, mais par de meilleures conditions d'apprentissage (effectifs réduits et RASED complets dans toutes les écoles).

Ils sont un mensonge pour les parents d'élèves, et un mépris de l'organisation de leur vie familiale. Ils sont un mensonge pour les enseignants, car ces quelques heures supplémentaires ne remplaceront jamais nos revendications salariales légitimes et collectives !

Rappelons par ailleurs que l'organisation de ces stages pose toujours de nombreux problèmes, notamment de responsabilité, auxquels l'IA n'a apporté aucune réponse fiable et satisfaisante !



**C'est décidé,
je me syndique
au SNUipp !**